



Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA): un développement durable en matière d'agriculture et de foresterie

Jari LEPPÄ

Ministre finlandais de l'agriculture et des forêts



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA): un développement durable en matière d'agriculture et de foresterie

- 6** PAC, climat et foresterie – Assemblée générale d'ELO en Autriche

- 8** Mettre en place une "PAC intelligente" pour évaluer l'agriculture et la croissance inclusive au sein de l'UE

- 9** Une agriculture qui respecte les pollinisateurs: qu'est ce qui est possible aujourd'hui ?
Recherché : L'arbre de l'année 2018 belge

- 10** Les données agricoles et comment les utiliser: les bases de données, la vie privée et l'agriculture du futur

- 11** Développement rural et la préservation de l'héritage – conférence finale du projet REVAB

- 12** Un cas de réflexion collective en Irlande

- 14** FEAL - la conceptualisation et la mise en place de pratiques agricoles durables
4^{ème} réunion transnationale de COFARM

- 15** Forum pour l'entreprenariat rural (FCE) 2018
Postulez pour le prix « Famigro » 2018

- 16** Agenda

La préservation de la nature à l'échelle privée

Comment combattre le changement climatique et protéger notre biodiversité ? Selon moi, il est clair que les méthodes du 20^e siècle n'ont pas été un franc succès. Les ONG et les Etats ont fait du bon travail pour protéger ce qu'ils ont pu, mais nous pouvons constater de par le déclin continu de l'état de la nature que leurs efforts n'ont pas eu assez de succès.

Plus de la moitié des campagnes européennes (peu importe où vous vous situez) sont des propriétés privées. Cela fait de nos membres non seulement des parties prenantes, mais surtout, comme le disent les termes employés dans le Plan d'action de Natura 2000 de la Commission européenne, des partenaires privilégiés. Pendant bien trop longtemps, nos efforts n'ont reçu ni reconnaissance ni soutien, choses que d'autres acteurs reçoivent si facilement.

Heureusement, les choses changent. En Flandres, les propriétaires privés sont désormais dans la même position que d'autres organisations lorsqu'il s'agit de recevoir des subventions et d'être capables d'acheter des terres pour leur préservation. Il s'agit là de premiers pas importants, et nous espérons que d'autres pays membres vont bientôt joindre le mouvement.

Cependant, l'argent et la loi ne sont pas suffisants. Nous avons besoin de changer les mentalités des habitants des villes, des gouvernements et autres parties prenantes pour qu'ils reconnaissent complètement non seulement notre contribution, mais aussi notre droit d'être là. C'est l'une des raisons fondatrices de notre label Wildlife Estates, qui reconnaît les propriétaires fonciers comme les pionniers de la gestion responsable des terres et comme les principaux acteurs de la lutte contre la perte de biodiversité et la dégradation des paysages. 1 500 000 hectares de terres privées ont reçu le label à ce jour; le projet est un élément essentiel de l'engagement privé en faveur de la biodiversité européenne, de la lutte contre le changement climatique et pour les générations futures.





Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA): un développement durable en matière d'agriculture et de foresterie



Chaque année, le Forum pour le Futur de l'Agriculture accueille deux événements régionaux qui permettent de comprendre les problèmes locaux, de discuter les préoccupations des gestionnaires de terres et de pousser le concept de sécurité alimentaire et environnementale plus loin. L'évènement régional le plus récent a eu lieu à Helsinki en Finlande le 13 juin dernier.

Robert de GRAEFF, ELO; Jessica WILLIAMS, ELO

Les participants du FFA de Helsinki ont retenu que si l'Europe est sérieuse sur ses ambitions, notamment celles liées au changement climatique et à la biodiversité, elle doit financer la PAC correctement. Ces ambitions signifient que les Objectifs de Développement Durable (ODD) mis en place par les Nations Unies doivent être mis au centre des préoccupations sur les systèmes alimentaires. A une époque d'incertitude politique dans le monde entier et grandissante au sein même de l'Union Européenne dans la mesure où elle se bat avec la dernière version de la réforme de la PAC et du cadre financier pluriannuel (CFP), prioriser ces objectifs est devenu plus important que jamais.

Jari LEPPÄ, le Ministre de l'agriculture et de la foresterie finlandais, a décrit les spécificités locales de l'agriculture finlandaise avec ses longs hivers et courts étés, en

disant que ces conditions « n'empêchent pas les Finlandais de vouloir une nourriture saine, sûre et abordable ». Le Ministre a mis en avant certaines préoccupations globales et locales, avec une insistance particulière sur le changement climatique, en disant que les externalités négatives de la production animale doivent être prises en considération plus sérieusement, d'autant plus que les phénomènes climatiques extrêmes mettent en danger la sécurité alimentaire.

Pour démontrer les changements nécessaires et les différentes façons dont les fermes finlandaises s'adaptent, Markus EEROLA a décrit comment il développe une économie circulaire dans sa ferme familiale biologique Knehtilä en appliquant la « symbiose agroécologique Palopuro ». Il s'agit d'un système de production alimentaire coopératif basé sur l'autonomie

en énergie et en nutriments qui produit de la nourriture abordable en protégeant l'environnement. « Le processus symbiotique recycle les nutriments, permet la croissance des cultures et limite la tension au niveau des cours d'eau » dit-il, le proposant comme modèle pour d'autres communautés qui produisent également de la nourriture autour du globe. Il a également expliqué qu'en amenant des touristes et des visiteurs issus des villes à sa ferme, cela lui permet de vendre ses produits de manière locale à de meilleurs prix ainsi que d'aider les visiteurs à comprendre la réalité de l'agriculture moderne.

Commerce international, sécurité alimentaire et changement climatique

« J'ai tenu un cahier des sérieux impacts du changement climatique autour du globe, mais je ne peux plus le tenir à jour. Cela



nécessiterait une armée de scribes pour le faire maintenant » a dit David VINER, conseiller principal sur le changement climatique pour Mott MacDonald, en préparant le terrain pour la session à venir et en soulignant le vrai coût de ne pas s'occuper du changement climatique pour le monde des affaires. D'autres coûts pour le secteur agricole ont été mis en lumière par Mikhail ORLOV, Président du groupe Ambika, qui a constaté que l'Europe et sa politique s'est refermée sur elle-même loin des économies grandissantes à l'Est et au Sud, et que ceci pourrait bientôt vouloir dire que ces économies prendront le dessus sur elle. Il s'inquiétait que la classe politique européenne est plus peuplée de « *bureaucrates qui ont parlé de petits changements en termes de pourcentage, au lieu de politiciens avec une réelle vision* ». Contrastant avec cela, Xavier LEPRINCE de Syngenta a proposé une vision réaliste, résistante au changement climatique qui a montré l'importance de nouvelles techniques de semences et d'élevage en collaborant plus avec les agriculteurs et en les aidant à protéger la biodiversité.

La Scandinavie et le futur de la PAC

Le Ministre LEPPÄ a également parlé des ambitions de son pays pour la PAC, en disant qu'il était engagé pour combattre les réductions budgétaires, particulièrement au moment où l'agriculture finlandaise est toujours en convalescence après l'embargo russe. Il a également déclaré que le budget était vital si la PAC devait fournir ses performances environnementales. Cependant, Allan BUCKWELL, de la fondation RISE, a dit « *je détesterais être commissaire parce que quoi que vous disiez, vous avez forcément tort d'après quelqu'un* ». Le prof. BUCKWELL a continué en faisant une longue critique de la performance environnementale de la PAC et a incité les pays membres à utiliser les nouveaux plans stratégiques pour faire mieux que ce qui était possible d'après le 'verdissement'.

Cependant, Valeriu STERIU, membre du Parlement roumain, a mis en garde que ce n'est pas uniquement valable pour les agriculteurs, étant donné que la plupart des Européens gâchent encore beaucoup trop de nourriture. Etant donné les discussions dans la salle, il n'est pas évident que la réforme puisse être finalisée avant la fin des mandats actuels de la Commission et du Parlement d'après l'Ambassadeur autrichien en Finlande Maximilian HENNIG.

Une gestion durable des ressources naturelles

Pentti TÖRMÄ, éditeur en chef de Käytännön Maamies, a modéré le dernier panel de la journée qui se concentrait sur la gestion durable des ressources naturelles et le rôle des propriétaires terriens dans le combat contre le changement climatique et contre la perte de biodiversité.

Quarante pourcents du carbone dans l'atmosphère vient du changement d'utilisation du territoire et les pertes de carbone des sols d'après Ilkka HERLIN, membre du conseil du *Baltic Sea Action Group*. Il a ajouté que ceci ne fera qu'augmenter si la société ne passe pas de l'agriculture conventionnelle vers une agriculture « carbone ». L'agriculture « carbone » peut couvrir de petits changements dans la gestion du territoire comme l'introduction de culture sans travail, la réduction de l'utilisation de pesticides et d'engrais, et des pratiques agroforestières. Fredrik von LIMBURG STIRUM, qui a été élu « *Baltic Sea Farmer* » de l'année 2017 et dont la propriété, Koskis Gård, a été récompensée par le label *Wildlife Estate* pour sa mise en place de pratiques de management pour la biodiversité, a ajouté à cela que le tourisme va être plus important que la production alimentaire pour la Finlande à l'avenir, et qu'il est essentiel que les paysages et les services écosystémiques soient développés. Jürgen TACK, directeur de l'Organisation des propriétaires

fonciers en Flandre, a décrit les récompenses financières données aux ONG en Flandre pour acheter et gérer des terres de manière durable. Cependant, des avancées ont été faites, principalement grâce à des réseaux comme le *Wildlife Estates*, et de nouvelles lois autorisent l'accès aux mêmes subventions par des propriétaires privés. Ceci est la reconnaissance que la nature est mieux préservée grâce à l'utilisation durable des terres au sein d'une structure économiquement saine et viable. Le speaker clef, Robert FLIES, ancien conseiller du directeur DG Environnement à la Commission européenne, a souligné l'importance d'une communication efficace avec le grand public pour combattre le changement climatique et la perte de biodiversité.

Le prochain FFA aura lieu à Kiev le 11 octobre.



Deux nouveaux Wildlife Estates récompensés en Finlande

Durant le dîner de gala du FFA, deux nouveaux labels WE ont été récompensés à Fredrik von LIMBURG STIRUM, pour la propriété Koskis Gård; et à Karl FAZER pour la propriété Hahkiala; tous deux reconnus pour leur travail exceptionnel pour protéger et conserver la biodiversité pour les générations futures.

Pour plus d'informations, visitez le site www.wildlife-estates.eu



Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

LGT. Votre partenaire pour des générations.
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus
de 15 autres sites dans le monde. www.lgt.ch



**Private
Banking**



Le domaine Montecuccoli

PAC, climat et foresterie – Assemblée générale d'ELO en Autriche

Deux fois par an, l'Assemblée générale d'ELO se réunit dans le pays qui s'apprête à prendre la présidence du Conseil de l'Union européenne. Cette fois, c'était au tour de l'Autriche où nos membres ont été chaleureusement accueillis par nos membres locaux, Land&Forst Betriebe Österreich.

Robert de GRAEFF; ELO

La réforme en cours de la Politique Agricole Commune (PAC) a été le principal sujet de discussion, d'autant plus que les propositions définitives venaient d'être publiées par la Commission. Le secrétaire général d'ELO Thierry de l'ESCAILLE a mis en avant qu'il y a encore des doutes sur le fait si les ambitions élevées des propositions puissent être mises en pratiques ou non, d'autant plus que de nombreux ministres européens n'ont pas forcément les capacités administratives de former et de suivre les plans requis. Les membres d'ELO étaient d'accords, et ont ajouté à cela leurs propres préoccupations quant à la proposition de limiter les paiements PAC par ferme, surtout si plus d'argent est alloué à des fins environnemen-

tales, ce qui serait contraire aux souhaits de la société et limiterai les paiements pour les biens publics.

Durant leur rencontre avec Johannes FANKHAUSER du Ministère autrichien du développement durable et du tourisme, les membres ont eu l'occasion de partager leurs intérêts, soulignant notamment que les nouveaux plans nationaux ne devraient pas être utilisés comme une première marche vers une agriculture renationalisée qui va à l'encontre du marché commun et des convictions européennes.

Le changement climatique a également joué un rôle prédominant durant l'Assemblée générale, tous les membres d'ELO ayant rapporté des exemples sécheresses (parfois sévère) et des changements météorologiques dans leurs pays respectifs. Pour beaucoup d'entre eux, cela a pour conséquence d'augmenter le prix de l'eau ou de provoquer des restrictions quant à son utilisation. M. FANKHAUSER a parlé des priorités autrichiennes pour la présidence et a noté qu'ils ne sont pas en faveur des restrictions dans le budget de la PAC dans la mesure où « Plus pour moins ne fonctionne pas ». A la suite de cette présentation, le Dr. Franz SINABELL de l'Institut Autrichien de Recherche Economique a donné un aperçu actuel de l'agriculture et de la foresterie autrichienne et a démontré les conséquences prévisibles d'un changement climatique sur ces secteurs.

Etant donné l'importance de la foresterie pour l'économie rurale autrichienne, l'ELO a organisé deux visites à la campagne pour explorer le potentiel et le caractère changeant de cette industrie. Du-

rant la première à la propriété des Esterhazy à Lackenbach (et également membre de *Wildlife Estates*), l'équipe en charge de la gestion de la forêt a montré son travail en associant foresterie, tourisme et Natura 2000 avec la gestion de grands carnivores tels que des loups, sujet particulièrement intéressant pour plusieurs des membres.

Dans le but d'augmenter les liens entre tous les propriétaires terriens, ELO et la Confédération des Propriétaires de Forêt Européens (CEPF) ont co-accueilli le dîner de gala pour insister sur l'importance d'un territoire bien géré. Ceci a été souligné au long de la deuxième visite au sein de la propriété Montecuccoli; rassemblant agriculture et sylviculture, par Felix MONTECUCOLI, membre des Conseils d'ELO et de CEPF. Dans le but de diversifier son business, il est récemment entré sur le marché des sapins de Noël et a également mis en place des parcelles dites « *Waldruhe* » où les gens peuvent porter les cendres de leurs bien-aimés afin de leur offrir un endroit paisible où reposer.

ELO et CEPF se réjouissent de retravailler ensemble à l'avenir et de trouver plus d'opportunités de se rencontrer.

La prochaine Assemblée générale aura lieu à Bucarest (Roumanie) du **26 au 28 novembre 2018**.

ELO souhaite remercier Felix MONTECUCOLI, Président de Land&Forst Betriebe Österreich, et son équipe, ainsi que l'équipe CEPF pour le travail effectué pour mettre en place cet événement.

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre / Tel. +32 10 232 908 / Fax. +32 10 232 809 / e-mail: agriland@agriland.be

DEUTZ-FAHR.
TECHNOLOGY DRIVEN
PRODUCTIVITY.



Leading tractors and combine harvesters.

Innovative technology, attractive design, comfort and efficiency - DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP and combine harvesters from 250 HP to 395 HP. The combination of an excellent product range, coupled with advanced precision farming systems, enables DEUTZ-FAHR to provide a tailor-made technology solution to allow maximum productivity in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner for any farming business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.

Mettre en place une “PAC intelligente” pour évaluer l’agriculture et la croissance inclusive au sein de l’UE

Du producteur de tulipes hollandais qui exporte des fleurs dans les capitales du monde entier à la veuve roumaine qui vend ses légumes à ses voisins dans un environnement amical, les cibles de la Politique Agricole Commune (PAC) de l’UE viennent de partout.

Le budget annuel de la PAC d’environ 50 milliards d’euros par ans finance plus de 40 millions de transactions chaque année, bénéficiant ainsi à environ 7 millions d’agriculteurs et constituant environ 46% des revenus agricoles de l’UE.

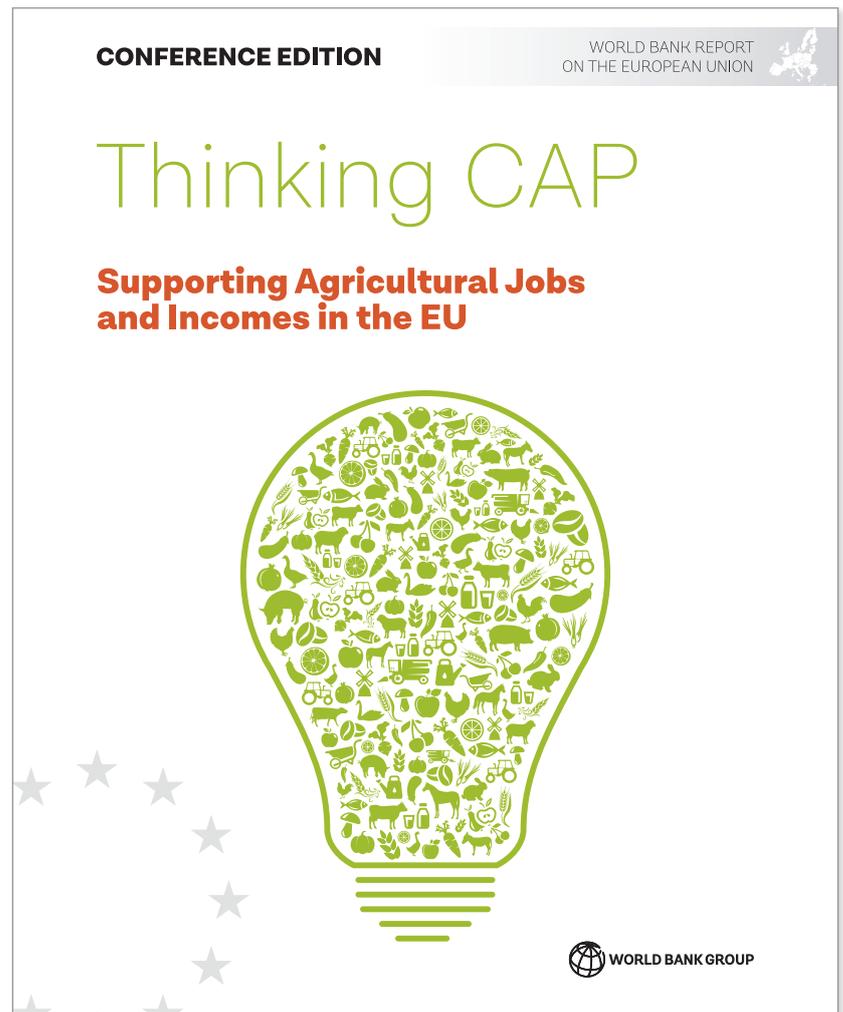
Rogier J. E. Van DEN BRINK, Banque mondiale

Mais pourquoi s’embêter avec l’agriculture si son impact sur le PIB diminue avec le temps et que les emplois se perdent ? Les pauvres ne sont-ils pas mieux dans les villes en croissance rapide ? L’agriculture ne fait-elle pas obstacle aux opportunités de développement et par conséquent la réduction de la pauvreté ?

Ça dépend, explique un rapport récent de la Banque mondiale sur l’UE. Dans le monde entier, le rôle clef que joue l’agriculture dans la transformation de ferme à entreprise est clairement établi. Alors que l’agriculture n’est pas spécifiquement un secteur qui mène automatiquement à la croissance économique, le type de croissance qu’elle génère est souvent inclusif: elle réduit la pauvreté mieux que la croissance provenant des autres secteurs. Dans environ la moitié des pays membres, les zones agricoles ne sont plus synonymes de pauvreté.

Ces pays (un mélange entre anciens et nouveaux pays membres) ont créé les conditions de base pour rendre l’agriculture rentable, en construisant des routes pour amener les produits au marché, en intensifiant les droits de propriétés pour que les propriétaires puissent faire des investissements à long terme sur leur territoire; en organisant des services d’information pour s’assurer que des techniques agricoles modernes et efficaces y sont pratiquées; et en donnant l’accès à la santé et à l’éducation afin que les agriculteurs et leurs enfants aient les moyens de réussir dans l’agriculture mais aussi de trouver un travail en dehors de ce milieu. De plus, les agriculteurs eux-mêmes se sont organisés pour augmenter leur pouvoir de négociation, pour améliorer leur accès aux crédits, avoir un meilleur accès aux informations des marchés et des technologies et s’assurer que les aides du gouvernement soient efficaces.

Quand ces conditions se rencontrent, les paiements de la PAC combinés au support pour l’investissement rural mènent à une baisse de la pauvreté dans les zones agricoles et au maintien du travail pour ceux



qui ont décidé de rester engagé dans l’agriculture. Aujourd’hui, une agriculture rentable et productive est un catalyseur dans de nombreuses communautés rurales pour amener les gens à de meilleurs emplois, des salaires plus élevés et une qualité de vie meilleure. A travers l’UE et particulièrement au sein des nouveaux pays membres, l’écart entre les revenus agricoles et ceux des autres secteurs se réduit.

Cependant, il n’y a pas que des bonnes nouvelles. Dans l’autre moitié des pays membres, l’agriculture continue d’être as-

sociée à la pauvreté. Le rapport caractérise ces pays comme des « pays en transition ». Dans ces pays membres, la PAC a une influence moindre, les gouvernements ayant besoin de faire plus pour créer les conditions de base qui font de l’agriculture une activité rentable. Cela signifie qu’il faut associer d’autres programmes, nationaux et européens, pour aider à créer ces conditions. Parce que si la rentabilité globale du secteur n’est pas forte, les subventions de la PAC risquent d’être perdues sur des projets dits de ‘vitrine’ qui ne sont pas durables.

De plus, les aides couplées de la PAC montrent pas ou peu d'impact sur la tendance positive actuelle sur la productivité et la pauvreté.

Pour les nouveaux pays membres qui ont réussi la transition, il semble que la majorité des conditions de base pour l'agriculture soient en place et l'agriculture peut être un secteur qui offre du travail. Les paiements découplés du premier pilier sont importants pour des revenus lisses et augmentent l'investissement pour les fermes par des agriculteurs d'ordinaire prudents. En l'absence de ces paiements par la PAC, cette prudence face aux risques pourraient mener les agriculteurs à sous-investir dans leurs fermes.

Pour les anciens membres de l'UE qui ont réussi la transition, la logique des paiements découplés devient plus faible en même temps que les revenus et les prix des terrains augmentent. Le 2^e pilier peut soutenir d'importants investissements, que ce soit pour des propriétés privées ou publiques.

Au final, pendant les visites faites dans le cadre du rapport, les agriculteurs, bien qu'ils soient parfaitement conscients qu'il faille contrôler et gérer, se sont souvent plaints de la masse de paperasse administrative que cela représente. Cela s'explique par le fait que beaucoup de conditions que les agriculteurs devaient remplir se concentraient sur la conformité avec des processus et des estimations pour la ferme et ses projets, pas les résultats financiers. Même si les agriculteurs doivent être capables d'ajuster en permanence leurs agriculture en fonction de la météo et des marchés, ils préféreraient être tenus pour responsables du résultat final, plutôt que si les propositions ou les plans respectent ou non ce que dit la bureaucratie. Par exemple, même des agriculteurs très expérimentés et qualifiés ont souvent dû payer pour un consultant approuvé par la bureaucratie pour dessiner les grosses lignes des projets. Etant donné les avancées rapides dans la collection de données, la télédétection et l'agriculture digitale, il est de plus en plus facile de répondre favorablement aux demandes des agriculteurs pour plus de flexibilité et de responsabilités en échange du respect des résultats.

Pour conclure, la PAC peut être un outil assez puissant et large pour réduire la pauvreté et générer des revenus si elle fait partie d'un processus de transformation de structure efficace. En ce sens, l'expérience de l'Europe est en adéquation avec l'expérience internationale. En même temps, l'UE et son principal instrument pour le développement agricole - la PAC - apportent des connaissances importantes sur la meilleure façon d'utiliser des subventions agricoles au reste du monde.



Une agriculture qui respecte les pollinisateurs : qu'est ce qui est possible aujourd'hui ?

L'intergroupe de mai était dédié à une consultation publique récente de l'UE sur une initiative pour les pollinisateurs et le plan d'action récemment publié par la Commission européenne. Présidé par Karl Heinz FLORENZ, membre du Parlement européen, il s'est concentré sur le lien entre les activités agricoles, la préservation des habitats favorables aux pollinisateurs et sur comment les gestionnaires de terres peuvent aider les pollinisateurs.

Humberto DELGADO ROSA, Directeur de Natural Capital à la Commission européenne, a, avec Dr Mike GARRATT, Directeur de recherches à l'institut de Reading (R-U), lancé le débat. Tous les participants étaient d'accords pour dire que les pratiques et les terres agricoles peuvent jouer un rôle vital pour la santé et la présence d'abeilles, de papillons et d'autres pollinisateurs. Etant donné que leur travail est essentiel pour tant de cultures, il y a une synergie naturelle entre les gestionnaires de terres et ces espèces, ils s'entraident l'un l'autre pour régler leurs problèmes respectifs.

Les panelistes ont débattu sur comment mettre en place de meilleures manières de cohabiter, notamment comment l'UE devrait promouvoir (entre autres) l'insertion de bandes fleuries dans les paysages agricoles. Celles-ci pourraient amener de nombreux bénéfices en termes de biodiversité, une meilleure utilisation du sol et des ressources en eau, et, surtout, fournir un abri et de la nourriture aux pollinisateurs.

Tous étaient d'accords pour dire qu'en créant plus de conscience autour de ces mesures, y compris la nouvelle réforme de la PAC ainsi qu'à travers des plans d'actions nationaux et des services de conseils, et à travers des avantages financiers, les gouvernements pourraient aider les gestionnaires de terres à faire plus.

Delphine DUPEUX, ELO



Recherché : L'arbre de l'année 2018 belge

Le concours de l'arbre de l'année cherche de nouveaux candidats en Flandres et à Bruxelles ! Ce ne sont pas forcément les plus grands ou les plus vieux ou les plus beaux, mais ils sont importants pour vous ! Quelles histoires connaissez-vous sur votre arbre local préféré ?

Les propositions sont maintenant ouvertes pour l'arbre flamand de l'année - il deviendra même peut-être l'arbre le « European Tree of the Year » de l'année prochaine !

Tout le monde peut participer : comme individuels, en tant que communauté, membre d'un club, ou quelque autre groupe qui est lié à un arbre quelconque. Tout ce dont vous avez besoin pour cette compétition est une photo de l'arbre et l'histoire qui en fait un arbre unique pour vous. Les arbres situés en Flandres et à Bruxelles peuvent être envoyés **jusqu'au 15 juillet**.

Vous pouvez envoyer votre arbre à www.boomvanhetjaar.be et nous annoncerons les vainqueurs régionaux en août sur ce même site.

Bonne chance, et que les arbres soient avec vous !
Anne-Sophie MULIER, ELO

Les données agricoles et comment les utiliser: les bases de données, la vie privée et l'agriculture du futur

L'agriculture de précision et les technologies de récolte de données représentent d'énormes opportunités pour le futur de l'agriculture. Cependant, des problèmes tels que le droit de propriété, l'utilisation des données et la vie privée doivent être utilisés avec précaution pour pouvoir en tirer le meilleur. Pendant la conférence sur l'innovation d'ELO, les agriculteurs et les experts ont échangé sur les avantages de la digitalisation de l'agriculture ainsi que sur les problèmes liés au droit l'utilisation de données.

Heinrich von CROY, ELO



Vik VANDECAVEYE, Anthea MCINTYRE, Mikko JÄÄSKELÄINEN, Robert de GRAEFF

La conférence sur l'innovation a été ouverte par Anthea MCINTYRE, membre de Parlement européen, en disant qu'elle croit que l'innovation à l'échelle globale peut être la solution à des problèmes tels que le gâchis alimentaire, l'accroissement de la population mondiale et la concurrence sur les territoires ruraux. Elle a noté qu'elle-même et ses électeurs avaient personnellement bénéficié des technologies mises en place.

Ceci étant dit, tous les membres du panel étaient d'accord sur le fait que les données appartiennent aux agriculteurs. Il y a eu différentes suggestions concernant ce

qu'il peut se passer avec des données et quelle valeur elles ont, mais le propriétaire initial de ces dernières est toujours l'agriculteur qui devrait avoir la connaissance absolue des données qu'il/elle possède, de leurs valeurs, et de ce que les partager peut lui apporter.

Robert de GRAEFF, ELO, a noté le support que son organisation apporte à l'innovation et aux nouvelles technologies; pas seulement pour produire plus, mais également pour faire plus pour l'environnement en utilisant moins de produits tels que les fertilisants, les herbicides ou encore les fongicides. Il y a quelques questions essentielles auxquelles il faut répondre avant que les nouvelles technologies puissent être adoptées, incluant la question sur les données privées, la propriété (en ce qui concerne les propriétaires terriens et les bailleurs), et l'accès aux données. Il a souligné l'intérêt de formations pour s'assurer que tous les agriculteurs puissent utiliser les nouvelles technologies. Cependant, il a également souligné que ces techniques ne peuvent pas fonctionner sans infrastructures haut-débit dans les campagnes, chose qui manque encore dans de nombreux endroits.

D'un autre côté, Vik VANDECAVEYE, CEMA, président du groupe de travail 'Agricultural 4.0' / CNH Industrial, Mikko JÄÄSKELÄINEN, Yara et Colin CHABALLIER, La Ferme Digitale en France, se sont concentrés sur l'importance et les bénéfices du partage de données. Ils étaient d'accords sur le fait que les agriculteurs devraient

être en charge de qui a accès aux données, comment elles sont utilisées, et que le bénéfice en résultant doit être très clair. La masse de données permettrait un accès au savoir et des bénéfices tels de meilleurs services de consultation et des améliorations dans les systèmes en apprenant « de pairs à pairs » ont expliqué MM. VANDECAVEYE et JÄÄSKELÄINEN. M. CHABALLIER a remarqué que le partage de données est la clef pour améliorer le futur de l'agriculture, pour créer la technologie de demain en la rendant accessible aujourd'hui.

Peter DESMET, de l'équipe LifeWatch au *Research Institute for Nature and Forest* (INBO), a soutenu lui aussi la publication de données, tenant compte du fait que d'autres personnes peuvent être capables de faire de la donnée brute une information utile. De plus, Ragnar LOFTSEDT, Professeur de 'Risk Management' au King's College London, a mentionné qu'il y a une distinction importante à faire entre le transfert des données et la transparence des données fondée sur des preuves. Le transfert des données consiste à partager les données et les informations, ce qui peut avoir de mauvais côtés dans la mesure où les gens peuvent mal les comprendre. La transparence des données fondée sur des preuves consiste à rendre les données publiques dans un contexte, de sorte à ce que les autres puissent mieux les comprendre.

10

Telemak®

webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com



Développement rural et la préservation de l'héritage – conférence finale du projet REVAB



La conférence finale du projet « ReUse and Valorisation of Agricultural Buildings » (REVAB) a eu lieu le 23 avril au Comité européen des régions (CoR) à Bruxelles, signifiant la clôture d'un cycle de 30 mois qui a démarré en novembre 2015.

Liam MCDONNELL, ELO

Conférence finale,
sous les auspices de



OUR HERITAGE:
WHERE THE PAST
MEETS THE FUTURE



Georgios MATHIOUDAKIS, Rodolphe de LOOZ-CORSWAREM, Vladimir URUTCHEV, Thierry de l'ESCAILLE, Ghislain d'URSEL, Jurgen TACK

REVAB a développé un accès gratuit et libre à des formations pour encourager une approche entrepreneuriale quant à l'utilisation des bâtiments agricoles déjà existant dans différentes régions d'Europe pour amener les entrepreneurs ruraux, les propriétaires de terres et de bâtiments ainsi que les jeunes agriculteurs à penser aux possibilités d'utilisation (ou de réutilisation) des infrastructures agricoles existantes, une problématique particulièrement évoquée durant l'Année européenne du patrimoine culturel 2018. Le projet facilite également l'apprentissage à travers l'utilisation d'ICT (Information and Communications Technology) et de méthodes d'apprentissage en ligne (ang. e-learning), y compris des jeux de formation en ligne.

Alors que le soleil brillait à Bruxelles, la conférence a été introduite par Sławomir SOSNOWSKI, membre du CoR et marshal de la région polonaise Lubelskie, qui a expliqué que nous sommes à un carrefour générationnel ou le futur doit maîtriser le passé et utiliser les infrastructures culturellement importantes d'une nouvelle façon, ce qui sert également à préserver la valeur d'investissements faits dans le passé.

La première partie de la conférence mettait en avant les études de cas REVAB. Les projets entrepris font partie d'un vaste spectre, allant de la conversion d'une vieille grange en un restaurant familial en Allemagne, la rénovation d'une vieille pro-

priété confisquée pas les communistes dans les années 1940 en un hôtel, la rénovation d'une vieille grange en Pologne pour accueillir un business de machinerie agricole, la réhabilitation d'une ancienne sucrière en quartier général du groupe pour le développement rural de la région de Guadi en Espagne, la conversion d'une école en un musée de la culture locale en Italie et la conversion d'une maison et d'une grange délabrée en une ferme familiale fonctionnelle en Bulgarie. Chaque projet a des caractéristiques uniques, mais une thématique commune qui les a amenés ensemble était sur l'accord que l'utilisation de bâtiments sous-utilisés donnait une valeur ajoutée à la communauté locale et aidait à stabiliser les revenus. Des images et posters des projets étaient affichés pendant la pause-café.

Ce n'est pas un secret que les zones rurales ont fait face à des difficultés majeures récemment et c'en n'est pas un non plus que d'autres challenges pointent à l'horizon. La crise économique de 2008 a affecté les zones rurales de l'Union européenne de manière disproportionnée alors que ce sont les zones rurales qui amènent la nourriture, vitale pour la civilisation humaine, et tiennent la clef de l'identité historique et culturelle des pays, bien qu'elles gèrent également une population grandissante et une consommation énorme des terres agricoles pour le transport et l'industrie.

Dans la deuxième partie de la conférence,

le panel a discuté des futures perspectives pour l'agriculture et les zones rurales en Europe. Le panel était d'accord sur le fait que l'urbanisation amenait de gros problèmes pour l'approvisionnement de services aux communautés rurales comme une connexion haut-débit, ce qui rend l'attraction des futures générations pour investir difficile. Rodolphe de LOOZ-CORSWAREM, Président de l'association « European Historic Houses », a plaidé avec passion que les zones rurales devraient recevoir plus de fonds et d'attention politique pour attirer les touristes qui en ont « assez avec les villes » vers les campagnes. Jurgen TACK, Directeur général de *Landelijk Vlaanderen*, a ajouté à cela qu'un modèle économique long-terme est nécessaire pour amener de la sécurité à l'investissement stratégique pour le développement rural.

Vladimir URUTCHEV, membre du Parlement européen, et Georgios MATHIOUDAKIS, DG AGRI, de la Commission européenne, étaient d'accords mais ont également mentionné que le développement rural doit être prêt à combiner la révolution digitale avec la préservation de l'héritage. Tous les panelistes étaient d'accords que combiner la réhabilitation d'infrastructures et de méthodes traditionnelles avec l'investissement technologique mènerait à une économie rurale plus dynamique et à une meilleure qualité de vie pour ses habitants. Le modérateur Ghislain d'URSEL, propriétaire du château de Hex, a terminé la discussion en concluant que les campagnes doivent s'adapter au monde moderne, en utilisant le bon type d'information pour préserver la culture et l'héritage.

Le projet REVAB a souligné le fait que l'innovation et un management efficace des ressources peuvent se développer dans les zones rurales si on donne aux entrepreneurs le bon type de formations et de récompenses.

Pour plus d'informations veuillez visiter
www.revab-erasmus.eu
Twitter: REVAB_PRIJ
Facebook: REVAB project



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Project n°: 2015-1-BE01-KA202-013183

Un cas de réflexion collective en Irlande

L'Obligation de Service Public - OSP - (ang. Public Service Obligation) détient les clefs de la survie de nos saumons, de la hausse des revenus des propriétaires terriens, des problèmes d'inondation, des invasions d'ajoncs ou autres plantes invasives, de l'activité économique rurale et plus encore. Elle propose également que faire avec le plastique et nos autres déchets combustibles.

Nicholas GRUBB, agriculteur

L'OSP est la taxe ajoutée tous les mois à la facture d'**électricité de chaque citoyen** en Irlande. Elle doit accroître maintenant de 400 à 500 millions d'euros par an. Cet argent est ensuite utilisé pour promouvoir le changement auprès de la production **électrique en finançant des éoliennes ou d'autres énergies renouvelables afin de réduire notre production de gaz à effet de serre comme le stipule l'Accord de Paris** sur le changement climatique.

Une grande partie de la taxe est destinée à l'utilisation de la biomasse forestière, et lorsqu'elle a été créée, elle était destinée à mener au développement d'une industrie de biomasse calquée sur le modèle scandinave avec des centaines de procédés de chauffages de quartier, et dans les centres villes un système de cogénération, chacun couvrant environ 80% des besoins en électricité. Ceci n'a jamais eu lieu, car dans le but de préserver des emplois dans des circonscriptions politiques clés dans lesquelles elles se trouvaient, des stations de combustion de tourbe et de gazon complètement inefficaces étaient maintenues, n'opérant qu'à 30% de leur capacité, de grande quan-

tité de la biomasse était nécessaire urgemment. Considérer la tourbe et le gazon comme de l'énergie fossile telle que le charbon n'est plus acceptable. Cela a mené à un aveuglement politique préférant importer la biomasse des Amériques et de l'Asie du Sud-Est, le tout dans une grossière violation de l'Accord de Paris. De similaires débordements ont eu lieu en Irlande du Nord avec le « Cash for Ash » et en Angleterre à Drax.

En plus de cette situation, nous avons désormais un autre problème qui est de savoir quoi faire avec notre énorme quantité de déchets combustibles, notamment le plastique, qui jusqu'ici ont été envoyés vers la Chine ou ailleurs. Il est évident d'un point de vue environnemental que ces derniers devraient être incinérés localement, dans les mêmes centres de cogénération mentionnés précédemment. Une incinération efficace telle que dans le Nord de l'Europe est mieux réussie avec une charge de base contenant du carbonifère telle que la biomasse forestière. De plus, ces déchets plastiques et autres combustibles contiennent énormément d'énergie.

Saumon sauvage de l'Atlantique

Nous savons que notre saumon d'Atlantique fait face à de nombreuses problématiques. Tout d'abord, la tendance à couper les arbres le long des cours d'eau où ils naissent et grandissent font qu'ils ne sont plus bien protégés par les aulnes et les saules. Ensuite, les cages à saumon au large.

Il est évidemment possible de résoudre les deux par un léger réajustement d'environ 100 millions d'Euros de l'OSP, avec un bénéfice multiplié par dix pour l'économie et l'environnement, incluant des centaines de millions dans le tourisme de la pêche, la réduction des inondations qui sont causées par les quantités de sable et de vase en aval, elles-mêmes libérées par l'extermination du système racinaire des renouées qui les retenaient jusqu'alors.

Dans le cas de la biomasse, nous devons récolter au moins 2000 km par an sur un cycle de dix ans sur l'ensemble de nos 20 000 km de rivières de reproduction. Nous devons également tailler 300 000 km de haies, regrouper des grandes quantités





de déchets forestiers, des espèces envahissantes, des saules cultivés sur les tourbières et bien davantage. Tout cela pour en faire bénéficier non seulement les propriétaires terriens des environs, mais surtout la vie sauvage indigène. Une industrie toute entière évoluerait, qu'il s'agisse de la récolte, du groupement, du transport, de la construction et du maintien du chauffage collectif et de la centrale de cogénération. Aucune de ces activités ne peut tenir la route individuellement, mais la clé est que ces activités font parfaitement sens lorsqu'on les voit comme un tout.

Ceux qui ne comprennent pas l'écologie sous-jacente de 90% de nos rivières de reproduction peuvent commencer avec des pistes telles que l'électrification rurale, le gaz en bouteille, les briquettes de tourbe et la myxomatose de notre population de lapins estimée à 40 millions d'individus. Tout ceci se passe bien entendu dans la période des années 50' et 60'. Ces changements ont eu lieu en même temps que l'expansion massive de la pêche au filet maillant en eau profonde en Irlande, et c'est ce dernier facteur qui a été rendu responsable de l'épuisement des stocks de saumon. Cependant, lorsque cette pratique a été interdite, les retours grandement accrus attendus ne se sont jamais produits. Maintenant, tout le monde se demande pourquoi ?

Nous avons besoin d'une redistribution des ressources plus large pour mettre en place un élan qui génère des revenus, où les élevages de poissons se situent sur la côte et pompent leurs besoins en eau à

marée haute et laissent partir à travers une turbine complètement traitée pour les parasites et autres agents pathogènes à marée basse. Ces parasites, en particulier les poux de mer, sont désormais reconnus comme étant dangereux pour la faune. Ce modèle permettrait le maintien de l'emploi *in situ*, bien que les impacts négatifs sur l'environnement soient réglés.

L'auteur de cette tribune croit fermement que la biomasse produite à la ferme devrait être créditée à notre propre ferme ou à notre compte carbone national. Pourquoi est-ce que ce n'est pas le cas ?

Un autre problème que nous avons avec l'environnement riverain est l'utilisation excessive de phosphate et de nitrates. L'un des moyens de gérer ceci est la mise en place de zones humides qui vont capter le carbone, et ceux qui s'engagent dans cette démarche devraient réclamer des crédits de carbone. Clôturer tous nos cours d'eau de telle sorte à ce qu'ils deviennent des tunnels stériles de sable et de vase n'est pas la solution au problème. Beaucoup de travaux novateurs ont été réalisés en Irlande là-dessus (p.ex. www.vesienviro.com) et ceux-ci devraient désormais être appliqués à grande échelle et pour des crédits de carbone.

Nicholas GRUBB a grandi sur les rives de la rivière Suir (prononcé « Sure ») dans le comté de Tipperary. Il s'agissait de l'un des systèmes de rivières les plus productifs d'Irlande. Il a étudié la géographie puis l'agriculture à la Royal Agricultural University de Cirencester.

Sa principale activité agricole était basée sur l'importation d'élevage du Limousin en Irlande dans les années 70. Pendant trente ans, lui-même puis peu après son épouse Barbara, ont tenu le livre généalogique de la race. En 2002, pendant trois ans il a fait partie de la Irish Cattle Breeding Federation, (ICBF) créer par Dr. Brian WICKHAM de la Nouvelle Zélande. Dès lors, son agriculture s'est restreinte à la production de cidre.

La raison pour laquelle il a été engagé par ICBF était, d'après Dr. WICKAM, parce que « Nicholas est très bon pour penser en dehors des sentiers battus et « faire parler ». Aujourd'hui, Nicholas et Barbara vivent à Dromana sur les rives du célèbre fleuve Blackwater, où la famille de Barbara détient depuis 1215 des parts d'une entreprise d'élevage de saumon. Cette rivière, qui abrite énormément de saumons n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été et l'extrait ci-dessus de Nicholas explique pourquoi, et ce qui peut être fait afin d'améliorer cette situation.



multifunctional Farming for the sustainability
of European Agricultural Landscapes

Project No: 2016-1-SK01-KA202-022502

FEAL - la conceptualisation et la mise en place de pratiques agricoles durables

Servane MORAND, ELO



En mai, la 4^{ème} réunion internationale du projet FEAL a eu lieu à Pérouse, en Italie, dans les bureaux de LAG Middle Tiber Valley. Le projet FEAL vise à proposer aux agriculteurs un système de formations basé sur des modules et des études de cas en lien avec la conceptualisation et la mise en place de pratiques agricoles durables/multifonctionnelles au sein de paysages agricoles européens (European Agricultural Landscapes → EAL). Durant cette réunion, les partenaires ont présenté les études de cas sélectionnées et ont travaillé sur

la conception des formations, en définissant les sujets qui pourraient intéresser. Le « E-Atlas » sur les paysages agricoles européens déjà disponible en ligne était également discuté, afin d'analyser quelles sont les définitions manquantes.

Le deuxième jour était l'opportunité pour deux visites de terrain : le moulin Silvestri et la Torre Colombaia. Propriété de la famille Silvestri depuis 8 générations, il a été construit il y a plus de mille ans par des bénédictins sur le Tibre. Il est géré de la façon la plus durable : 6 différents blés biologiques sont moulus en utilisant l'énergie du fleuve. L'équipe s'est également rendu à

Torre Colombaia, l'une des études de cas du projet, qui est une ferme biologique dédiée à l'agrotourisme qui offre à ses visiteurs les produits qu'ils ont récolté eux-mêmes.

Le troisième jour, les collaborateurs étaient invités aux portes ouvertes agricoles de l'université de Pérouse et le projet FEAL a été présenté dans le cadre de la conférence « Les paysages agricoles : héritage culturel européen et le rôle des agriculteurs ».

Site internet : feal-future.org

Facebook: FEAL

Twitter: @FEAL_ERASMUS



Enhancing
COoperation amongst
FARMing entrepreneurs

Project No: 2016-1-ER1-0000101010

4^{ème} réunion transnationale de COFARM

Maeve HOWE, ELO

La quatrième réunion entre les partenaires du projet COFARM a eu lieu du 12 au 13 avril dernier. Elle s'est tenue dans les bureaux de « Association of Private Farmers » à Prague, en République Tchèque.

A ce stade, les études de cas de tous les pays membres (République Tchèque, Allemagne, Irlande, Slovaquie et Espagne) ont été réalisées et seront bientôt disponibles en ligne dans sept langues. Nous en sommes maintenant à la prochaine étape du projet qui est de créer divers modules de formation sur la coopération entre agriculteurs. Ces outils seront complétés lors de l'été 2018 et seront ajoutés au site plus tard dans l'année.

Nous avons eu l'opportunité de visiter une ferme et une usine de transformation laitière en périphérie de Prague le deuxième jour de la réunion. La ferme en elle-même s'est beaucoup développée depuis que la famille Nĕmec l'a rachetée en 1992. Alors qu'elle a commencé en tant qu'exploitation laitière, elle est désormais uniquement céréalière et

la famille achète le lait d'éleveurs locaux et le transforme dans l'usine située dans la ferme. Jusque 2010, elle était concentrée uniquement sur la production de fromage des « Balkans » qu'elle vendait au plus gros transformateur laitier de République Tchèque. Cependant, en 2011, la crise économique a lourdement affecté le secteur laitier et le transformateur a arrêté d'acheter leur fromage du jour au lendemain. Une nouvelle stratégie a été mise en place pour vendre directement au consommateur final et l'exploitation a agrandi sa gamme de production pour y inclure le lait, le yaourt, et différents fromages. Pour cela, « Milk from the Farm », qui est une coopération entre la famille Nĕmec et un agriculteur et ami voisin M. MILLER, a été créé. Ensemble, ils ont développé un système de vente en ligne pour vendre leurs produits directement

aux consommateurs des environs. En plus des produits laitiers, ils ont ajouté à leur offre de la viande et des fruits et légumes de la ferme durant les mois d'été. La façon dont les deux familles collaborent est assez simple. Chaque agriculteur s'occupe des livraisons de son côté du fleuve Vltava. Aujourd'hui, le système de livraisons propose des produits d'environ 22 fournisseurs, y compris des agriculteurs, des boulangeries, des exploitations viticoles et de petites brasseries.

L'équipe du projet COFARM va se rencontrer à Florence en septembre pour évaluer l'avancement des modules de formation.

Site internet: cofarm-erasmus.eu

Twitter: COFARM_ERASMUS

Facebook: CoFarm





Forum pour l'entrepreneuriat rural (FCE) 2018

Marie-Christine SCHÖNBORN, YFCS

Le Forum des *Young Friends of the Countryside* (YFCS) pour l'entrepreneuriat rural a eu lieu en Ecosse le week-end du 16 au 18 mars. Vendredi, les *Young Friends* se sont réunis à Edinbourg avant de se rendre à St Andrews samedi matin pour la conférence du FCE. Les *Young Friends* ont eu la chance d'entendre des speakers très inspirants durant la conférence à St Andrews. Tout d'abord, Lord JOICEY leur a présenté son idée d'entrepreneuriat rural, expliquant sa vision sur le fait de ramener la vie dans les zones rurales en supportant les entrepreneurs locaux. Les *Young Friends* étaient fascinés par sa vision et une discussion très intéressante a suivi sa présentation. Ensuite, Ana ROCHA, ELO, a expliqué les incompréhensions actuelles de la Politique Agricole Commune et a mis les membres des YFCS au courant des négociations actuelles. Suite à sa présentation très engagée, Geoffroy DE CANNIÈRE, membre du Conseil de YFCS, a incité l'audience à avoir un œil sur les start-ups rurales et les projets d'entrepreneuriat. Il a présenté les vainqueurs des deux dernières années CIDRE WIGNAC et TINY HOUSE à l'audience et a montré l'impact que le prix

« Famigro », un prix annuel remis pour le meilleur projet d'entrepreneuriat annuel, peut avoir pour les vainqueurs des projets. Les *Young Friends* accueillent actuellement les candidatures pour le prix « Famigro » de cette année et sont dans l'attente d'en recevoir d'autres !

Dans l'après-midi, les YFCS ont été accueillis par Edward BAXTER, qui leur a montré la propriété Gilmore. Il a mentionné deux idées majeures: tout d'abord, il a montré comment il intègre des projets durables en faveur de l'environnement dans sa propriété; puis, il a montré à quel point le pouvoir de « nous » par rapport à « je » est important. En ayant joint ses forces avec celles de cinq autres propriétaires, il a souligné comment la puissance d'action peut facilement se transformer à travers un « nous » puissant, ce qui aide à amener du changement et à avoir un impact sur les campagnes écossaises. Enfin, il a montré comment les réseaux sociaux peuvent être un outil utile pour les propriétaires. Après sa présentation, M. BAXTER a également montré quelques-uns de ses projets.

Le soir, les YFCS ont accueilli un dîner de

gala au château d'Edinbourg. Peu avant cela, ils ont eu droit à une courte présentation de l'histoire écossaise en allant voir les joyaux de la couronne, connus en tant que « Honours of Scotland », et la pierre de Scone. Enfin, le dimanche, ils ont fait une visite guidée du château d'Edinbourg avant que le FCE touche définitivement à sa fin.

Les *Young Friends* souhaitent particulièrement remercier leur généreux hôtes, Edward BAXTER, et les orateurs : Lord James JOICEY et Ana ROCHA, pour le partage d'idées avec nous et pour avoir pris de leur temps pour nous. Nous étions ravis et espérons mettre en place les nouvelles idées d'une manière ou d'une autre.

Enfin, nous aimerions particulièrement remercier Francesco KINSKY DAL BORGO et Alberto HERMOSEL, ELO, pour leur support et organisation exceptionnels du FCE. Sans eux, l'évènement n'aurait pas eu lieu et nous sommes extrêmement reconnaissants pour leurs initiatives et leur dévouement pour les *Young Friends*.

Postulez pour le prix « Famigro » 2018 !

L'édition 2017 du prix « Famigro » a récompensé Coucoo (www.coucoo.com). Le concept basé sur le tourisme a prouvé qu'il était efficace dans trois différents endroits en France et les créateurs sont en train de chercher à l'élargir avec de nouvelles cabines d'un autre genre dans de nouveaux endroits.

Le concept remplit parfaitement le but de la cinquième édition du prix « Famigro ». Une nouvelle aventure réussie dans la campagne qui amène des revenus économiques et du travail aux communautés locales et dans le même temps qui supporte de la biodiversité.

Les candidatures pour le prochain prix « Famigro » doivent être envoyées à geoffroydecanniere@gmail.com **avant fin 2018**.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.yfcs.eu/famigro/





PRIX ABEILLE 2018

vise à encourager la protection des pollinisateurs et de la biodiversité dans le milieu agricole

APPEL À CANDIDATURE
Date limite: 14 août

3 catégories récompensées

Pratiques de gestion des terres (prix de €4,000)

Application de solutions technologiques innovantes (prix de €4,000)

Mention spéciale du jury (diplôme de reconnaissance)

contact : communication@elo.org

www.europeanlandowners.org/award/bee-award

ELO  European Landowners' Organization

CEMA  European Agricultural Machinery

Agenda



26 juin, Parlement européen, Bruxelles

"Le sanglier en Europe: tendances et défis" – conférence organisée dans le cadre de l'Inter groupe « Chasse et biodiversité »; accompagnée du lancement de la nouvelle publication d'ELO sur la population du sanglier en Europe.
www.europeanlandowners.org

5 - 6 juillet, Grèce

AgriDemo – réunion du consortium du projet
<https://agridemo-h2020.eu/>

10 - 11 juillet, Séville, Espagne

Water2REturn – réunion du consortium du projet
<https://water2return.eu/>

27 - 31 juillet, la Foire de Libramont, Belgique

FORBIO – journées d'information sur le projet
www.forbio-project.eu



4 - 5 septembre, Bückeburg, Allemagne

La conférence annuelle du Wildlife Estates: nous sommes heureux d'inviter toutes les parties intéressées à se joindre à nous
Pour plus d'informations ou pour vous enregistrer: coordination@elo.org
www.wildlife-estates.eu

ELO 
European Landowners' Organization

Countryside

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Robert de Graeff, Maeve Howe,
Jessica Williams

13 - 14 septembre, Graz, Autriche

FARMID - réunion du consortium du projet
www.farmid.bc-naklo.si

24 - 25 septembre, Florence, Italie

CO-FARM - réunion du consortium du projet
www.cofarm-erasmus.eu



11 octobre, Kiev, Ukraine

Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA)
www.forumforagriculture.com

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

Communication & proof readers:
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Clara Moreno
Yann Lefebvre
Back office:
Gabriela Pena, Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org